



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*



Contribution to the analysis of land insecurity in the agricultural pioneer fronts of the margins of the Bamun country

NDAM Iliassou

Université de Yaoundé1,
ndam19800@yahoo.fr
Yaoundé, Cameroun

ABSTRACT

Context and background

With many physical and human potentials, the Bamun **country** in the western highlands of Cameroon, which is an agricultural area excellence is today experiencing serious socio-economic and spatial transformations. The coffee crises, growth in cash crop production and demographic pressure within the **former agricultural** spaces has **favored** the movement of producers towards pioneer fronts. The availability of land capital in these new agricultural spaces attracts migrants from other horizons. These new agricultural spaces are gradually becoming cosmopolitan where the indigenous **populations**, made up of bamuns and tikars, relatively accept the arrival and installation of new **migrants**. Thus, arrived the migrants settle by buying from the natives especially from the village chiefs a parcel to be put in exploitation and can thus profit from usufruct of the **harvest**. These plots to them ceded cannot be registered according to the procedures of the right modern. This new form of agricultural **colonization** of formerly sparsely populated today provokes the recurrence of a hint of identity with the resultant unceasing land conflicts.

Goal and Objectives:

This work has the aim to analyze the agricultural occupation of these pioneer spaces and the land tenure insecurity that results.

Methodology:

This study is first based on field surveys carried out with rural producers, then documentary research in libraries and private or public development institutions and finally participant observations with a set of actors.

Results:

As **results**, the migration of new producers to the pioneer fronts and the resulting strong competition for land generate conflicts between indigenous and non-indigenous people for control of land resources. There is a certain inequality between native and new **migrants** in access to land in the pioneer fronts of the bamun **kingdom**. The indigenous populations show a lack of love towards migrants who want to secure their land holding. This surge of identity withdrawal is detrimental for any agricultural development in the reception areas. These different land conflicts undoubtedly have socio-economic consequences on agricultural production activities and on social cohesion between the different rural communities.

Keywords:

Land tenure insecurity, Pioneer front, Bamun country, Agricultural farm, Rural area

Contribution à l'analyse de l'insécurité foncière dans les fronts pionniers agricoles des marges du pays bamoun

NDAM Iliassou, ndam19800@yahoo.fr

Université de Yaoundé1,
ndam19800@yahoo.fr
Yaoundé, Cameroun

Résumé

Le pays bamoun, connaît aujourd'hui de profondes mutations socio-spatiales et économiques. La disponibilité du capital foncier dans ces nouveaux espaces agricoles attire aussi des migrants venus d'autres horizons. Cette nouvelle forme de colonisation agricole des espaces jadis faiblement peuplés provoque aujourd'hui la résurgence des velléités identitaires avec en prime d'incessants conflits fonciers qui en résultent. Ce travail vise à analyser le processus d'anthropisation agricole de ces espaces pionniers et la précarité foncière qui en découle. Les enquêtes socio-économiques réalisées auprès d'un échantillon de 1085 producteurs dans quatre villages pionniers, la recherche documentaire et les observations participantes ont permis de montrer que la migration de nouveaux producteurs vers les fronts pionniers et la forte compétition foncière qui en résulte engendrent des conflits entre autochtones et allogènes pour le contrôle des ressources en terre. Ces différents conflits fonciers ont sans doute des conséquences socio-économiques sur les activités de production agricole.

Mots clés :

Insécurité foncière, Front pionnier, Pays bamoun, Exploitation agricole, Milieu rural

1. Introduction

Les fronts pionniers du pays bamoun (cf. figure 1) sont des entités géographiques où l'économie se repose essentiellement sur les activités de production agricole. Ce compte deux principaux vastes fronts pionniers, à savoir la rive gauche du cours d'eau noun (marges sud-ouest) et la vallée du mbam (marge nord-est). Depuis la fin de la décennie 80, ces deux principaux fronts pionniers sont âprement convoités par les producteurs ruraux à la recherche d'un espace vital pour les activités de production agricole. Cette compétition foncière est généralement source d'intenses conflits fonciers entre les différents acteurs dans la mesure où le capital foncier et sa sécurisation constituent des facteurs favorables à tout développement agricole dans le monde rural. En pays bamoun comme dans la plupart des bassins agricoles du monde tropical l'enchevêtrement des droits coutumiers et modernes rend très complexe la gestion du patrimoine foncier et prêle le flanc à toutes sortes de dérives observées en milieu rural. Dans le contexte de l'anthropisation agricole des fronts pionniers, les autochtones détenant une primauté coutumière pour l'appropriation foncière, sont très réticents à la présence de nouveaux migrants dans leur "territoire". Cette situation d'insécurité foncière est fort préjudiciable au développement agricole et même à la sécurité des migrants dans les fronts pionniers agricoles du pays bamoun. Plusieurs travaux analysant les conflits fonciers dans les espaces ruraux africains ont été réalisés aussi bien par de nombreux chercheurs (Le Bris et al, 1991), Crouss (1986), Lavigne Delville (2001) et Bobakebé (2005), Gausset (2008) que par certains organismes internationaux d'appui au développement comme la FAO (2007). Il est donc question dans cet article de présenter d'abord le contexte socio-économique de l'anthropisation agricole des fronts pionniers, puis analyser les conflits fonciers et leurs incidences socio-économiques et enfin identifier les pistes de solutions implémentées par les divers acteurs.

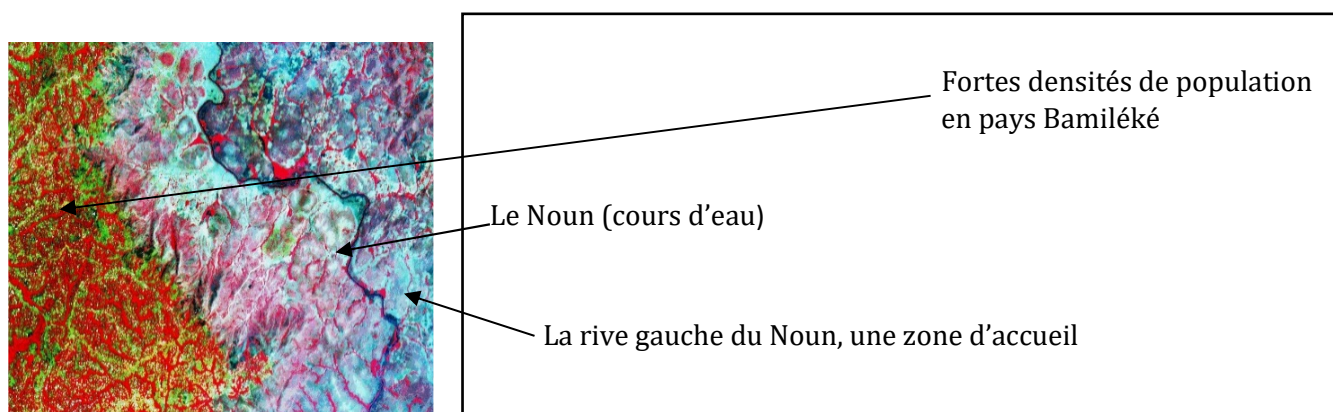
2. Méthodologie

La réalisation de ce travail de recherche s'est appuyée d'une part sur la recherche documentaire auprès de certaines institutions comme : l'Institut national de la statistique (INS), les délégations départementales du ministère des domaines, du cadastre et des affaires foncières (MINDCAF) et du ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) du Noun, les bibliothèques spécialisées et d'autre part sur la consultation des archives de certaines chefferies traditionnelles de la zone d'étude. Les enquêtes socio-économiques (novembre 2019) ont été réalisées auprès de 1085 producteurs répartis dans quatre villages pionniers choisis : Manguiébou, Magna, Téjouennoun et Mapou. La méthode accélérée en recherche participative (MARP) n'a pas été du reste à travers les observations participantes avec divers acteurs du milieu rural en étude. Dans le même sillage les entretiens ont été menés avec les personnes ressources : autorités traditionnelles autochtones et allogènes, les encadreurs ruraux ainsi que certains opérateurs économiques du monde rural. Les données collectées en plus de l'interprétation de l'image satellite SPOT (XS) du 11 mars 1990 ont permis de comprendre les mobiles de la colonisation agricole des fronts pionniers et les conséquences de la complexification de la gestion foncière qui en découlent.

3. Aperçu historique et socio-économique de l'émergence des fronts pionniers en pays bamoun

manifesté par les producteurs ruraux et de la volonté des pouvoirs publics et autres acteurs non institutionnels de lutter contre la pauvreté rurale. Cette politique de redynamisation du secteur rural au Cameroun permet aussi aux paysans d'accéder à plus ou moins d'aisance au patrimoine foncier dans les espaces disponibles. Les motivations de départ des zones d'origines vers les fronts pionniers sont multiples : la recherche constante de l'autosuffisance alimentaire, l'approvisionnement en vivres des zones urbaines avec en prime la quête des revenus pour améliorer les conditions de survie.

En effet, l'introduction de la caféiculture par le colon, l'expression spatiale des fortes densités des populations observées par endroit et l'insuffisance des surfaces agricoles sur les fortes pentes ont généré l'ouverture des fronts pionniers en pays bamoun. Les fronts pionniers se sont d'abord créés sur la rive gauche du noun et ensuite viendront les vagues de colonisation de la plaine du mbam. D'après les travaux de moupou (2009) et les enquêtes de terrain, cette opération au départ organisée et plus tard spontanée va permettre la mise en valeur de la vallée du noun. Les colons proposent aux nouveaux migrants de cultiver le tabac, le palmier à huile, le kolatier, plantes non rentables par rapport au café. La proposition des colons blancs porte plutôt un frein à cette première colonisation agricole. D'autres, mais plus spontanées surviendront après. La vallée du noun accueille à cet effet les paysans venus de plusieurs contrées des hautes –terres de l'ouest-cameroun où les fortes densités de population (Figure 1) constituaient déjà un frein à l'épanouissement de l'agriculture vivrière.

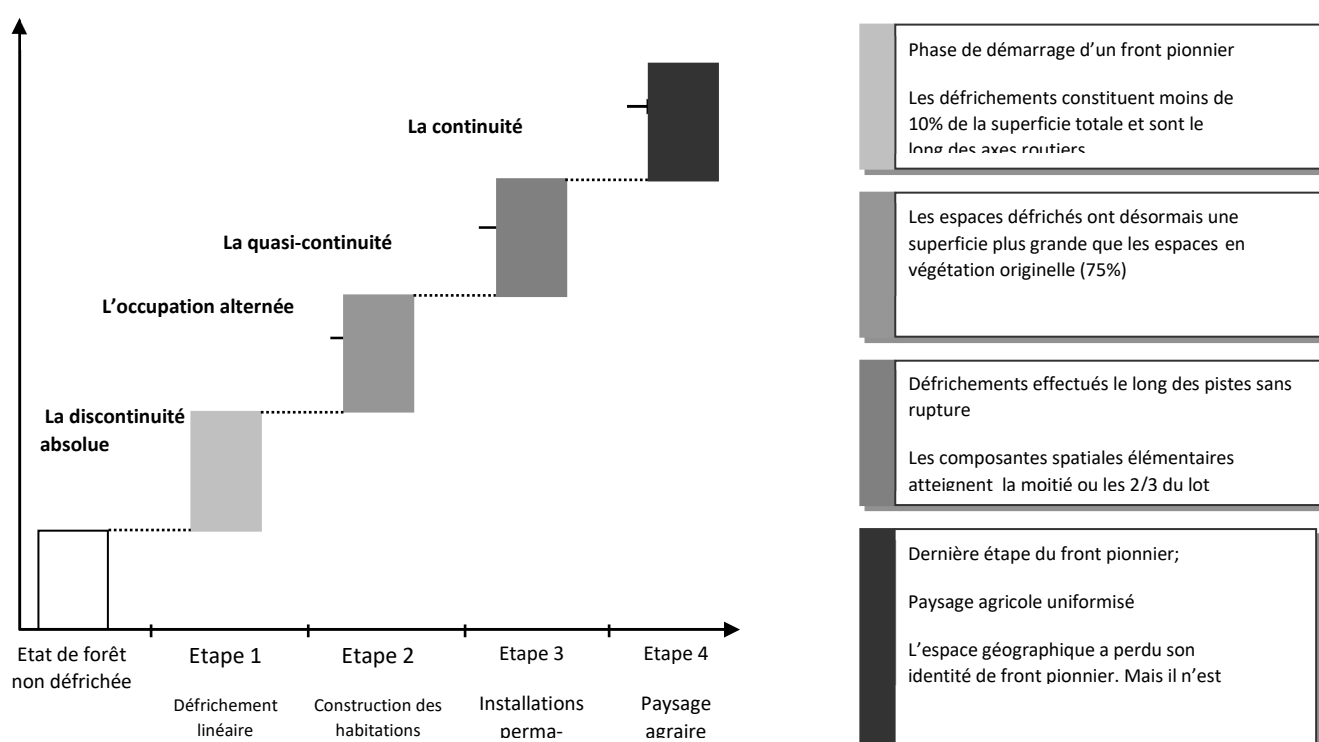


Source : moupou (2009, op.cit)

Figure 2 : composition colorée trichrome de l'image hrv spot (xs) du pays bamiléké et de la rive gauche du noun (11 mars 1990)

Par ailleurs la vallée du mbam située sur les marges nord-est du pays bamoun est un vaste espace où l'on rencontre de nombreux villages pionniers. Ce territoire est coincé entre la terminaison méridionale du plateau de l'adamaoua, le nord du plateau bamoun et le plateau sud-camerounais. Elle appartient au bassin hydrographique de la sanaga. Cet espace au cours de l'histoire a toujours fait l'objet d'une occupation humaine. Les peuples bantou et semi-bantou y ont séjourné avant de migrer vers la partie méridionale de pays. Cet espace a été une zone de transit entre le nord et le sud du cameroun. Les principaux groupes ethniques qui peuplent la vallée du mbam sont constitués de : bamoun, bamiléké, tikar, yamba, etc. les populations vivant dans cet espace pratiquent la caféiculture depuis les années 40. C'est cette culture de rente qui a favorisé l'occupation et l'accroissement actuel des populations dans cette vallée, qui au début du siècle dernier n'était pas âprement convoitée par les paysans. L'ampleur des migrations des populations et les mobiles économiques de cette ruée sont

souignés par moupou (2007): « le recensement de 1935 révèle la présence de « 2039 étrangers » dont 954 bamoun, 726 bamiléké, 68 sumi et yamba, et 37 kaka. En 1953, les proportions ont triplé. [...] très tôt les populations se sont intéressées à ce vaste espace à très faible densité de population par endroit pour mettre en culture d'abord les cultures pérennes (café et palmiers) et ensuite les cultures maraîchères. Le café est donc à l'origine de la première vague de colonisation ici. le besoin en main d'œuvre a attiré aux premières heures les manœuvres venus pour la plupart de la région du nord-ouest, principalement les nso. ». la création des exploitations agricoles dans la vallée du mbam a progressivement transformé le paysage, jadis en friche en de nouveaux paysages comme c'est le cas pour tout front pionnier en stade d'évolution (cf.figure 3). Aujourd'hui, en dehors des activités de production agricole, l'exploitation forestière est venue accélérer la dégradation de l'écosystème constitué de la forêt semi-caducifoliée à *sterculiaceae* (letouzey, 1985).



Source : moupou (2009, op.cit) et enquêtes de terrain (novembre 2019)

Figure 3: les stades d'évolution et d'exploitation d'un front pionnier

La saturation foncière observée en pays bamiléké et sur le plateau bamoun et d'autres facteurs se conjuguent pour accélérer la colonisation agro-pastorale de la plaine du mbam. Avec la crise caféière sur les hautes-terres de l'ouest-cameroun, les paysans vont développer les stratégies alternatives en adoptant les nouvelles pratiques agricoles. Parmi ces dernières, l'on souligne le foisonnement de l'agriculture vivrière ou maraîchère. La croissance démographique avec l'atomisation socio-spatiale ne favorisent plus l'extension des parcelles et les conflits fonciers sont aussi récurrents. Cette situation est responsable de l'émigration des paysans vers de nouveaux espaces agricoles des marges du pays bamoun. Cette convergence des nouveaux migrants vers les nouveaux espaces agricoles ne sera pas sans conséquences tant pour les autochtones que les allogènes venus pour leur survie.

4. Rapports entre les migrants allogènes et les populations autochtones dans la gestion foncière

Les fronts pionniers agricoles du pays bamoun accueillent chaque année des migrants qui arrivent par vagues successives ou individuellement pour s'installer plus ou moins définitivement. Ces nouveaux venus doivent au préalable respecter scrupuleusement les us et coutumes locales pour s'intégrer facilement dans la vie quotidienne de leurs nouveaux lieux d'implantation. la disponibilité des ressources en terre dans ces nouveaux terroirs agricoles ne fait plus de doute et limite à sa plus simple expression les tensions foncières. Mais les résurgences identitaires ne manquent pas ici et là, peut-être à cause de l'implication de plusieurs acteurs dans la structuration des migrations vers ces espaces à cause des privilèges que bénéficient les migrants auprès des projets étatiques par rapport aux autochtones (pempème, 2004). Les migrants participent activement au dynamisme des villages pionniers. Ils introduisent dans ces espaces de nouvelles pratiques culturelles peut être méconnues des autochtones. Les effets " tâches d'huile" profitent aussi aux populations locales qui collaborent ensemble dans les activités de production agricole. Ces dynamiques agraires avec l'introduction des cultures à haut rendement et consommatrice de l'espace peuvent générer des tensions et des conflits comme (renard ,2002). Les causes des conflits fonciers sont multiples et varient d'un village à l'autre dans les fronts pionniers agricoles du pays bamoun (Tableau 1).

villages pionniers	mobiles des conflits fonciers							
	incertitude des limites		accaparement illégal des terres		vente multiples des terres		hausse des prix des produits agricoles	
	fr	%	fr	%	fr	%	fr	%
maguiébou	40	23.52	40	18.18	100	33.33	50	12.65
magna	20	11.76	45	20.45	36	12	50	12.65
mapou	37	15.90	35	15.90	38	12.66	70	17.75
ntéjouenoun	73	45.45	100	45.45	126	42	225	56.96
total	170	100	220	100	300	100	395	100

Sources: enquêtes de terrain (novembre 2019)

Tableau 1: mobiles des conflits fonciers chez les paysans des fronts pionniers

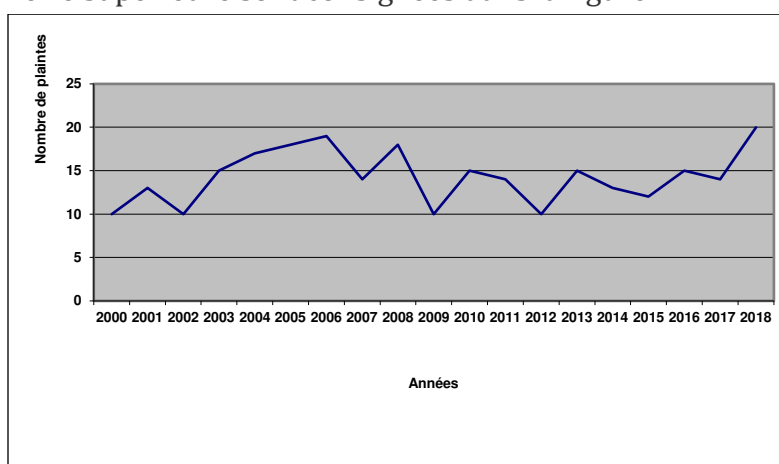
L'insécurité foncière est considérée comme une situation où certains acteurs considèrent leurs droits menacés par d'autres qui veulent s'accaparer le patrimoine foncier, les rendant incertains dans leur durée. Cette instabilité est une situation préjudiciable aux droits d'usage pouvant conduire inévitablement aux conflits fonciers. Les problèmes d'insécurité foncière rencontrés en pays bamoun sont très complexes. Ils diffèrent selon que les exploitants soient migrants ou autochtones. en analysant la situation des allogènes (migrants) dans ces fronts pionniers, on constate que deux principales pratiques les mettent en insécurité foncière face aux propriétaires autochtones, à savoir le retrait des terres et la réduction des superficies :

(1) la plupart des contrats ou des transactions foncières dans les zones rurales se font oralement et sans aucun document écrit. On observe toujours une remise en cause des contrats fonciers à travers le retrait des terres. Ce contexte de précarité foncière se justifie selon les propriétaires terriens par la rareté des terres dans certains villages et le non-respect des clauses qui encadrent les contrats. Mais ceux qui sont lésés dans ces opérations estiment que c'est plutôt l'appât du gain qui anime cette sphère d'insécurité foncière. Les parcelles retirées font toujours l'objet d'une

redistribution à d'autres acquéreurs. Lors de nos enquêtes de terrain, environ 25 % des locataires terriens ont déjà été victimes de ce genre de désagrément.

(2) Quant à l'insécurité liée à la diminution des parcelles, elle est aussi due à la pression démographique et dans une moindre mesure à la saturation foncière selon les villages. Selon cette pratique, la victime se voit réduire une portion de sa parcelle au profit d'un nouveau demandeur. Les propriétaires terriens dans leur déclaration pensent satisfaire les nouvelles demandes en réduisant les superficies des exploitations jugées grandes. Plus de 20 % de producteurs locataires nous ont déclaré avoir perdu des superficies au profit des autres nouveaux locataires.

Quant aux autochtones, ils ont toujours peur de la présence des migrants dans leur localité. c'est cette peur qui pousse les propriétaires terriens à imposer aux exploitants migrants des clauses, qui sont en fait des instruments de contrôle du foncier traditionnel. a titre d'exemple, les interdictions coutumières et les frais de location sont des atouts dont disposent les autochtones pour avoir la main mise sur la terre et éviter toute velléité de remise en cause de leur droit sur le foncier. les migrants s'accommodent plus ou moins à ces pratiques conservatoires, mais des litiges ne manquent pas entre les différentes parties prenantes, car bon nombre de migrants aujourd'hui ne respectent plus les termes des contrats. En plus, la saturation foncière est aussi une source d'insécurité chez les autochtones surtout les jeunes. L'arrivée massive des migrants et la course effrénée aux ressources en terre poussent les aînés terriens à attribuer les terres sans penser aux jeunes. Donc dans cette condition, la notion du " patrimoine foncier collectif" pose de sérieux problèmes dans la gestion durable des ressources en terre. Dans le cas où les migrants grâce à leur assise financière, accèdent aux ressources terriennes à une échelle importante, les revendications identitaires entretenues par les jeunes autochtones vont mettre en péril la cohabitation entre les diverses communautés rurales. Les jeunes autochtones pourront de plus se sentir dans une situation d'insécurité pouvant déboucher sur des conflits fonciers. Par exemple dans l'arrondissement de malantouen, c'est pendant les moments forts de la crise caféière qu'on a observé une résurgence accrue des tensions foncières, surtout entre les nouveaux migrants et la population autochtone. Les données exploitées auprès des archives de cette chefferie supérieure sont consignées dans la figure 4.



Source : archives de la chefferie supérieure de malantouen

Figure 4: évolution des plaintes foncières dans la chefferie supérieure de malantouen

5. Les conflits fonciers dans les villages pionniers : quelles incidences socio-économiques ?

Depuis environ trois décennies, les fronts pionniers des marges du pays bamoun font l'objet de nombreuses convoitises pour leur exploitation économique. Cette situation n'est pas sans conséquences socio-économiques sur le développement rural de ces espaces (cf.figure 5). les principales incidences socio-économiques s'articulent autour de trois axes : la disparition de la jachère (27,64%) le blocage des investissements (36,86%) le poids des loyers en nature sur la production des ménages (35,48%).

5.1. La disparition des jachères liée à la compétition foncière

Dans les milieux ruraux du plateau bamoun surtout, la pratique de la jachère tend à disparaître à cause de la diminution des surfaces agricoles utiles. Cette situation est le résultat d'une forte croissance de la population. les paysans dans ce contexte de " *soif foncière*" ont peur de s'adonner encore à la jachère pour deux principales raisons: la jachère stimule de plus en plus des intentions de remise en cause des contrats fonciers chez les migrants en particulier, du fait du manque des terres et la jachère peut aussi susciter des convoitises et provoquer l'occupation illégale par une tierce personne, car lorsqu'un exploitant laisse sa terre au repos dans un contexte de saturation foncière, cela sous-entend qu'il en dispose suffisamment.

Pour contourner la jachère, certains propriétaires terriens préfèrent céder leur terre à d'autres exploitants sous forme de prêt, de métayage ou location. Mais force est de constater que la disparition des jachères s'accompagne toujours d'un épuisement des ressources due à une surexploitation et à la très forte utilisation d'engrais.

5.2. Le blocage des investissements dans les zones de production agricole

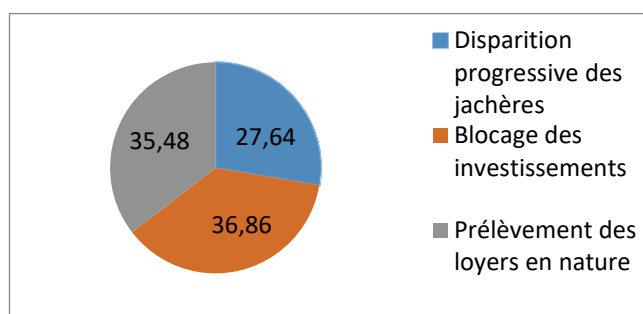
L'insécurité foncière surtout chez les migrants ou les exploitants non légitimement propriétaires entraîne le blocage des investissements en zone rurale. Dans un contexte d'insécurité foncière, les exploitants ont peur de perdre les parcelles occupées du jour au lendemain et préfèrent opter pour le nomadisme agricole. Ce dernier phénomène est la conséquence du manque de stabilité sur les parcelles exploitées. Par exemple l'interdiction faite aux migrants de planter les arbres est déjà en soi un frein au développement de l'arboriculture.

5.3. L'incidence du prélèvement du loyer en nature sur la production des ménages

Les propriétaires terriens, surtout les chefs des villages, exercent une pression de prélèvement auprès des métayers qui exploitent leurs parcelles. La taille des ménages des métayers influe largement sur l'occurrence des conflits entre les parties en présence : lorsque les demandes des familles sont largement supérieures aux productions, les métayers seront plus réticents à honorer leurs engagements. Ils jugent que le prélèvement sur leur production constitue une charge économique, insupportable pour certains. Mais ils sont obligés de s'acquitter de peur de voir les parcelles retirées et confiées à d'autres personnes. La plupart des métayers estiment que le loyer a un impact négatif sur leur production et il est souvent source de tensions. Quant aux propriétaires terriens, la vente des produits agricoles fournis par les métayers constitue une source d'enrichissement. Ces propriétaires acheminent les productions agricoles vers les divers marchés locaux et extérieurs.

En plus de ces conséquences économiques, d'autres conséquences purement sociales découlent des tensions foncières comme la dichotomie ethnique et l'insécurité en zone rurale :

- ✓ **La dichotomie ethnique et les tensions sociales** : les conflits fonciers renforcent la dichotomie ethnique ou les replis identitaires. Les " autochtones " considèrent qu'ils ont un droit de gestion naturelle sur les terres. La simple présence des migrants est mal vécue par certaines populations, situation entraînant les tensions sociales entre les différentes communautés.
- ✓ **L'insécurité dans les zones rurales** : les " allogènes " sont les plus exposés à l'insécurité car leur présence n'arrange pas tout le monde. Ils sont victimes de pires injustices et taxés de tous les maux dont souffre le village. Le plus souvent ils ne sont même pas protégés par les autorités traditionnelles.



Source : enquêtes de terrain (novembre 2019)

Figure 5 : réactions des paysans sur les incidences socio-économiques des conflits Fonciers dans les fronts pionniers du pays bamoun (en %)

6. Sécurisation et stratégies de résolution des conflits fonciers chez les paysans

La sécurisation foncière est « le droit ressenti par le possesseur d'une parcelle de terre de gérer et utiliser sa parcelle, de disposer de son produit, d'engager des transactions y compris des transferts temporaires ou permanents sans entrave ni référence de personne physique ou morale » (le roy et al, 1994). Ainsi, les producteurs ne restent pas insensibles face aux problèmes fonciers auxquels ils sont confrontés. Plusieurs stratégies sont mises en œuvre pour consolider leur emprise sur les domaines qu'ils exploitent. Ces stratégies sont appliquées en fonction du statut du producteur, c'est-à-dire selon qu'on soit migrant ou autochtone.

les migrants installés dans certains villages du pays bamoun adoptent cinq principales stratégies pour sécuriser les parcelles qu'ils exploitent, à savoir la sécurisation par les relations sociales qui consiste à tisser plusieurs types de relations avec les propriétaires terriens (aides et cadeaux multiformes, les alliances matrimoniales avec les autochtones, etc) ; la sécurisation par le paiement régulier du loyer en nature est pratiquée par 25,21% des migrants ; la sécurisation par la pratique des cultures pérennes ou la plantation d'arbre par 21% des migrants garantit la stabilité des droits d'usage sur la terre ; la sécurisation par l'achat des parcelles par 35,24% des migrants garantit et consolide le contrôle foncier de l'acheteur et enfin nous avons la sécurisation par l'action de l'autorité administrative qui sont sollicitées par les migrants (1,68%) lorsque les autochtones viennent à leur interdire l'exploitation d'une parcelle.

Les autochtones sont aussi victimes de l'insécurité foncière. Ils développent des moyens pour sécuriser leurs propriétés domaniales. Face aux pressions démographiques et à l'afflux des migrants

vers certains bassins de production agricole, ces populations se sentent obligées de consolider leur emprise foncière sur les domaines qu'ils contrôlent. C'est dans ce contexte que ces exploitants ont mis en œuvre trois principales stratégies de sécurisation du foncier rural :

- ✓ **La généralisation des transactions foncières orales avec les migrants** : les propriétaires terriens (61,94%) en milieu rural refusent le plus souvent de formaliser par écrit les transactions foncières avec les migrants ou allogènes. Ces contrats sont donc oraux et favorisent la moindre implication des différentes instances judiciaires dans la résolution des conflits fonciers. les propriétaires terriens estiment que les transactions écrites limitent leurs droits au contrôle du foncier rural.
- ✓ **Le durcissement des mécanismes de métayage envers les migrants allogènes** : le métayage est un mode de transaction foncière qui maintient un état de dépendance crucial entre les propriétaires terriens (29,20%) et les migrants. Ces derniers sont tenus de verser une rente en nature aux "chefs de terre". Ce mécanisme est un indicateur qui aux yeux des métayers leur rappelle qu'ils ne sont que des exploitants "temporaires" des parcelles et ne peuvent s'en approprier d'une quelconque façon sans consentement du propriétaire. Les exploitants métayers sont tenus de respecter les clauses du contrat en évitant des désagréments qui peuvent causer le retrait des parcelles par le propriétaire.
- ✓ **L'immatriculation et l'attribution individuelle des parcelles aux jeunes** : l'immatriculation des terres est perçue par la plupart des producteurs autochtones (8,84%) comme une stratégie fiable de sécurisation des ressources en terre. Les producteurs qui sont nantis et disposant de vastes domaines sont les plus nombreux à sécuriser leurs terres par l'immatriculation. mais cette dernière forme de sécurisation foncière n'exclue pas totalement l'émergence des conflits, car toutes les opérations d'immatriculation foncière ne se passent pas toujours dans les "règles de l'art". les scènes de corruption avec en prime l'accaparement foncière illégale sont souvent observées dans les milieux ruraux où la terre devient une "denrée rare" et très prisée par les opérateurs économiques de grande envergure. Dans ce cas, il n'est pas rare de voir les jeunes s'impliquer dans les jeux et enjeux fonciers la sécurisation foncière dans les fronts pionniers du pays bamoun est loin de résoudre totalement d'incessants litiges fonciers entre les divers acteurs en présence. Actuellement ces conflits fonciers n'ont pas cessé malgré la volonté des autorités administratives, traditionnelles et religieuses. Toutefois, l'on note tout de même l'implémentation de divers mécanismes de résolution pour amoindrir le volume des confrontations litigieuses pour le contrôle des terres agricoles. Lors des enquêtes de terrain, quatre mécanismes de résolution des conflits entre les paysans ont été identifiés :
- ✓ **Les règlements des conflits fonciers par les instances coutumières** : les autorités traditionnelles interviennent dans 73,17% des cas de résolution des conflits fonciers en pays bamoun. Les ruraux dans leur écrasante majorité ne maîtrisent rien du droit foncier camerounais, dans un contexte où ils considèrent que la terre appartient plutôt au chef de la communauté. ce dernier la gère pour le bien du reste de la population. Ces chefs coutumiers sont le plus souvent les instigateurs de nombreux conflits domaniaux en milieu rural dans l'ensemble, du fait de leur cupidité ;
- ✓ **L'implication des instances judiciaires dans la résolution des conflits fonciers** : la gestion du foncier au Cameroun est très complexe et fait intervenir divers acteurs dans le mécanisme des

règlements liés aux litiges dans le domaine. Les juridictions modernes sont aussi prisées par certains paysans qui décrivent les insuffisances des modes de règlements des autorités coutumières. En pays bamoun selon les résultats obtenus lors de nos enquêtes de terrain, seuls 6,46 % des ruraux sollicitent les règlements des tribunaux en cas de conflits fonciers. Ce sont les acteurs les plus nantis et lettrés qui se ruent davantage vers les tribunaux modernes, or cette catégorie de paysans sont minoritaires en milieu rural camerounais ;

- ✓ **Le règlement pacifique et la résignation dans une situation de conflit foncier** : le règlement pacifique des conflits fonciers opposant deux personnes est aussi une façon sage d'éviter de longues procédures administrativo-judiciaires ou les caprices des chefs locaux. Ce type de résolution se déroule le plus souvent là où les surfaces en cause sont moindres et que les belligérants voudraient conserver et sécuriser les relations sociales. Environ 20% de producteurs règlent pacifiquement les conflits fonciers qui les opposent sans se référer à une tierce personne.

7. Discussion

Les fronts pionniers du pays bamoun sont pour la plupart faiblement structurés. L'état participe à la dynamique des fronts pionniers grâce au pdpt, mais les actions menées par ce projet sont très insuffisantes par rapport à l'étendue des besoins des populations de la plaine tikar. La plupart des populations n'ont pas encore développé un sentiment purement affectif envers ces milieux pour qu'on puisse parler de territoire actuellement (moupou, 2007, op.cit). Au Brésil par exemple, on observe véritablement une dynamique spatiale et socio-économique des fronts pionniers selon les travaux de Bonado (2005) et cette performance est le résultat de l'action concertée de multiples acteurs dans la construction de ce nouveau territoire. Mais Paupert (2010) relève que l'émigration des paysans vers ces zones pionnières aux potentiels fonciers énormes complexifie la gestion foncière entre les nouveaux venus et les populations autochtones.

La question foncière a pendant longtemps été au centre des recherches en géographie comme dans beaucoup d'autres disciplines. Les hautes-terres de l'ouest-Cameroun se caractérisent par de fortes densités de population et l'insuffisance des surfaces agricoles utiles par endroit. Dans la réalité, ce sont les chefs traditionnels et certaines élites économiques qui se sont accaparés des réserves foncières dans les principaux bassins de production agricole du plateau bamoun. Cette même situation est décrite en pays bamiléké par (Dongmo, 1981) et (Tchekoté et al (2010) et ici les pressions foncières peuvent aussi constituer un frein au développement local, car ceux qui disposent de capitaux n'ont pas toujours de terre où investir. Les conflits fonciers sont récurrents dans cette partie du pays. Mais en pays bamoun, d'énormes réserves foncières encore inexploitées sont présentes dans la plaine tikar et accueillent de nouveaux migrants. En Afrique noire au sud du Sahara, le modèle européen de sécurisation foncière se heurte à des résistances coutumières de la période coloniale jusqu'à nos jours, a constaté Mopi Touoyem (2020) dans une étude consacrée à l'accès à la propriété foncière et la gestion durable des terres en pays bamoun au Cameroun. Ce constat est aussi perceptible en pays bamoun où les populations affichent peu de souci au processus d'immatriculation des terres. La forte majorité de la population pense que la terre appartient plutôt au sultan / roi des bamoun qu'à l'état. Cette situation se vit dans plusieurs campagnes africaines (Le Bris et al, 1991).

8. Conclusion

Les fronts pionniers du pays bamoun disposent de nombreuses potentialités surtout naturelles favorables au développement des activités agricoles. ce sont des espaces " vierges" où les densités de population dans l'ensemble sont trop faibles. la mise en place des unités d'exploitation a pour corollaire une diversification de la production. mais les organismes d'encadrement introduisent très souvent des cultures à haut rendement et à forte valeur commerciale. il se généralise alors une mise en valeur du sol orientée exclusivement vers la nouvelle culture. la structuration de l'espace dans les fronts pionniers est largement influencée par la présence de divers groupes humains. l'espace ainsi structuré par les nouveaux migrants est un territoire en construction et en devenir, car les paysans le transforment et certains ont l'intention de s'installer définitivement. les recompositions territoriales qui en sont issues montrent bien la dynamique de ces territoires en construction (brunet ,1990).

Toutefois, dans un espace d'enjeux et d'intérêts parfois divergents, il est nécessaire de prendre des mesures conservatoires pour lutter efficacement contre les actions pouvant engendrer une dégradation des rapports sociaux entre les paysans. Dans la gestion concertée et durable des espaces pionniers par les différents acteurs, il faut empêcher que les causes qui ont conduit à l'incertitude foncière des zones de départ ne reproduisent dans les espaces d'accueil, pour éviter que les « *mêmes causes ne produisent les mêmes effets* ». Les textes issus de la colonisation et même de l'état post-colonial fait de celui-ci le propriétaire du foncier, mais les populations locales pensent autrement. Dans la pratique, l'état n'a pas véritablement les moyens de gérer le foncier dans la mesure où il donne aussi une voie aux autorités coutumières d'intervenir dans le processus de sécurisation foncière par le truchement du phénomène de double superposition des droits et d'usage. la faiblesse de l'état, la corruption ou la mauvaise gouvernance foncière ont très souvent conduit à délégitimer les réglementations produites par l'état lui-même. Malgré plusieurs stratégies adoptées par les divers acteurs pour sécuriser les ressources en terre, l'on continue de noter une continuité des conflits fonciers surtout dans les villages pionniers qui sont facilement accessibles par route. La sécurisation de la terre avec l'implication des différents acteurs doit aussi intégrer de nouvelles pratiques où la légalité et la légitimité du patrimoine foncier sont des valeurs inséparables. Dans cette démarche qui se veut volontariste, les droits d'appropriation et d'exploitation d'une surface agricole doivent être clairement définis pour éviter des confrontations inutiles entre les migrants et les propriétaires terriens constitués pour la plupart des populations autochtones. La prise en compte par l'état des pratiques coutumières est nécessaire pour intégrer efficacement tous les acteurs dans le processus de sécurisation foncière d'une part, et d'autre part intégrer les systèmes d'information géographiques (SIG) dans le processus de sécurisation foncière afin de limiter au maximum les conflits fonciers qui constituent un frein à l'émergence de l'économie agricole dans les espaces pionniers des marges du pays bamoun.

9. Remerciements

La réalisation de cet article ne pouvait être à jour sans l'apport de plusieurs personnes et institutions privées ou publiques. Nous tenons à cet effet à les remercier infiniment pour tout ce qu'ils ont fait pour nous. Nous remercions d'abord particulièrement les services déconcentrés du ministère des domaines et des affaires foncières (mindaf) en pays bamoun, puis les chefs de poste agricole des

villages pionniers, pour avoir mis à notre disposition les archives et les informations cruciales pour saisir à fond la dynamique socio-économique actuelle de la zone d'étude. les chefs de villages et la population active agricole ne sont pas aussi oubliés à ce niveau, et à ce titre une reconnaissance à leur endroit est juste vu leur niveau de participation à la dite étude.

10. Liste des références bibliographiques

- Albaladejo, c et tulet, j.c. (1996). Les fronts pionniers de l'amazone brésilienne .la formation de nouveaux territoires, harmattan 358pages.
- Bobakebe, f. (2005). *Impact de la propriété foncière des migrants sur la gestion des ressources naturelles : cas de la province du tuy*, maîtrise en sociologie, université de ouagadougou, www.mémoire on line.com
- Bonado, t. (2005). La gestion environnementale sur un front pionnier amazonien. thèse de doctorat, institut national agronomique, paris- grignon, 353p
- Brunet, r. (1990). Le territoire dans les turbulences, montpellier: reclus.200p
- Clairay, m. (2003). *Études par télédétection des structures spatiales du front pionnier dans le nord du mato grosso*. Rennes, université de rennes 2, thèse de doctorat de géographie, 320 p
- Crouss, b. (1986). L'émergence d'une problématique foncière et ses rationalités, in espaces disputés en afrique noire, pp 327-337.
- Cubriolo , m et Goislard, c(1998). Biographie et lexique du foncier en afrique noire, karthala. Coopération française, 451 pages
- dongmo, j .l. (1981). *Le dynamisme bamiléké*, tome i, yaoundé, ceper, 424 p.
- fao (2007). Rapport d'expertise sur la gestion alternative des conflits fonciers, in www.fao.org
- bonado, t. (2005). la gestion environnementale sur un front pionnier amazonien. thèse de doctorat, institut national agronomique, paris- grignon, 353p
- gausset, q. (2008). aspect foncier dans les conflits entre autochtones et migrants au sud-ouest du burkina faso, in politique africaine, 2008/4/ n° 112, pp 52-60
- gumuchian, h et marois, claude. (2000). *initiation à la recherche en géographie*, montréal, anthropos, 425p
- lavigne delville, p. (2001). *l'accès à la terre par les procédures de délégation foncière (l'afrique de l'ouest-cameroun) : modalité, dynamiques et enjeux*. // ed / gret /ird- ref. 2007pages
- le bris et crous bernard (1991). *l'appropriation de la terre en afrique noire*, karthala, paris, 359 pages.
- le roy, e. et al (1986). la sécurisation foncière en afrique : pour une gestion viable des ressources renouvelables, karthala, 388p.
- letouzey, r. (1985). *notice de la carte phytogéographique du cameroun au 1/500000*, pondichéry, toulouse
- mopi touoyem, f. (2020). accès à la propriété foncière et mise en valeur durable des terres en pays bamum au cameroun, in *ajlp&gs* , vol 3 , n° 1 pp 158-169
- moupou, m. (2007). *la vallée du mbam: un territoire ou un front pionnier ?*, in *Annales de la falsh*, vol1, n°6 pp279-299.
- moupou moise(2009). *dynamiques des territoires et gestion des ressources sur les hautes -terres de l'ouest-cameroun*, hdr de géographie, tome 3, université de bordeaux iii. 274p

- ouedraogo, s. (2003). evolution des tensions foncières dans le ganzougou : cas du périmètre irrigué de moglédo et de l'ud de rapadama .mémoire de maîtrise, géographie / ufr-sh/ université de ouagadougou ,112 pages, www.mémoire on line.com
- paupert, m. (2010). conflits fonciers et compétition ethnique au cameroun : l'autochtonie ou le mérite au fondement de la justice spatiale ; in justice et injustice, presses universitaires de paris nanterre, pp281-300
- pempeme, d. (2004). la plaine tikar et son environnement montagneux : recomposition territoriale et crise de l'espace (cameroun) .thèse de doctorat de géographie, université michel montaigne (bordeaux 3) vol 1.
- renard, j. (2002).les mutations des campagnes: paysages et structures agraires dans le monde. armand colin, collection u, paris 214 p.
- tchokote, h et tchangang nono, e.r. (2010). rurbanisation, conflits fonciers et « pénurie des terres » en pays bamiléké (ouest-cameroun) : cas des chefferies batoufam (département du nkoug-khi) et bansoa (département de la ménoua), in *regard multidisciplinaire sur les conflits fonciers et leurs impacts socio-économique et politique*, université de montreal , pp 247- 260

11. Références additionnelles

- morin, s. (1993). colonisation agraire, dégradation des milieux et refus de l'innovation dans les hautes terres de l'ouest, in innovations et développement rural dans les pays tropicaux. coll. espaces tropicaux, ceget, talence, pp 107-128
- moupou, m. (2010). fons pionniers et structuration de l'espace dans le cameroun méridional : de nouveaux territoires en mutation rapide. *les cahiers d'outre-mer*, n° (249), pp73-91.
- ngwa nebasina, e. (1981). settlement, grazier or agricultural land: a confrontation of interest in the north-west province of cameroon, in *annals faculty of letter*, vol 10

12. Termes clés et définitions

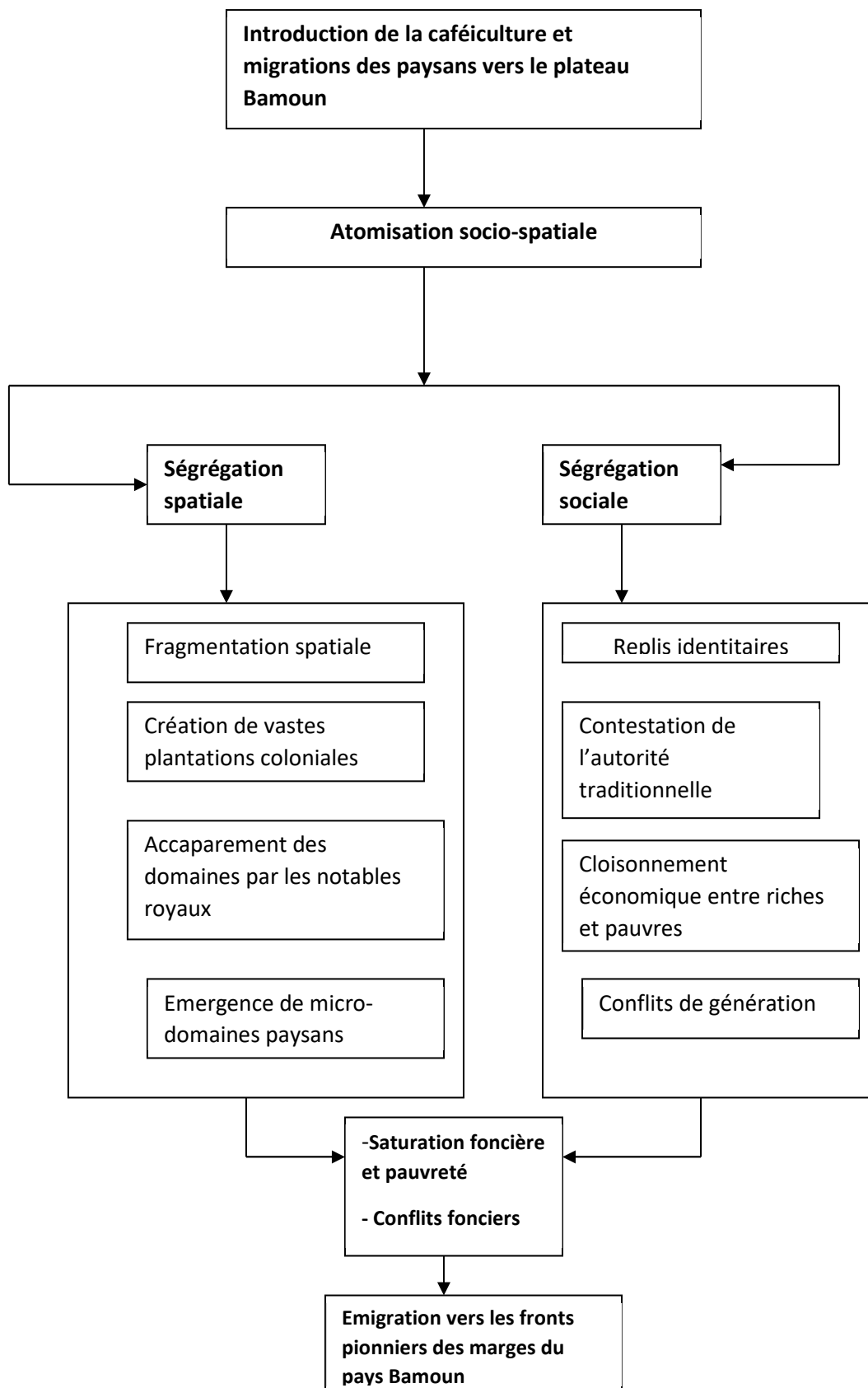
Insécurité foncière : ce terme désigne la précarité que les droits dont on dispose sur une terre, quelle que soit leur nature, seront contestés par des tiers en cas des problèmes et suscités par la suite des conflits entre divers belligérants.

Fronts pionniers : c'est une forme spatiale témoignant d'un processus d'appropriation de nouveaux territoires, considérés comme un milieu vierge de toute trace de « civilisation » moderne. L'action principale, symbolique, mais pas univoque est celle des défrichements et des feux opérés dans des savanes ou des forêts. Ces défrichements s'opèrent en même temps que la création de pistes, et que la construction de points de peuplement permanents.

Exploitation agricole : dans ce contexte, c'est l'action de mettre en valeur un espace jadis non exploité à de fins agricoles pour la mise en place des cultures.

Milieu rural : ce terme désigne l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources dans les espaces autres que les villes.

13. Annexe 1 : Essai de modélisation des mobiles de convergence vers les fronts pionniers



14. Annexe 2

Valeurs maximales et minimales des coûts des travaux préliminaires pour l'obtention d'un titre foncier au Cameroun

Zone	Désignation des travaux	Superficie	Etat de cessions	Coût des travaux(FCFA) *	Délais
Zone urbaine	Travaux planimétriques	1à 5000 m2	10%	19.000	4 jours
100% A partir de de 100 ha	78.000				
	10%	Plus de 745.000	15 jours		
100% Travaux altimétriques	Plus de 5.200.000				
	1à 5000 m2	10%	19.000-59.300	4 jours	
100% A partir de 100ha	51.500- 116.000				
	10%	Plus de 7.250.000	Plus de 20 jours		
100% Zone rurale	Plus de 950.000				
	Travaux planimétriques	1 m2 à 5 ha	10%	19.000	10 jours
100% Travaux altimétriques	43.000				
	A partir de 100 ha	10%	Plus de 7.250.000	Plus de 20 jours	
100%	Plus de 950.000				

Source : MINDCAF, 2012